



« En ce 19 mars 2012, il nous revient de commémorer les 50 ans des accords d'Evian, signifiant la fin de la guerre d'Algérie. La commémoration, c'est le fait de se souvenir ensemble. Il s'agit, et ce quelque soit le point de vue que l'on a sur ce conflit, de se souvenir que lors de ce conflit des hommes ont été touchés, blessés et meurtris dans leurs chairs. Il s'agit de faire que les Français rendent hommage, disent merci et pardon à ces hommes, à leurs proches et leurs compagnons d'armes.

Les anciens combattants ne demandent pas grand chose, finalement : qu'on se souviene, et qu'on leur témoigne gratitude et respect pour s'être battus pour la France. Notre pays s'est constitué au fil de son histoire par des épisodes marquants, dont certains sont ancrés dans la mémoire collective de la nation. C'est sa richesse et sa diversité qui font que la France est ce qu'elle est.

Pourtant, c'est d'un trait de plume que certains voudraient rayer ces dates marquantes, ces souvenirs collectifs, ces symboles nationaux. Eliminer certaines dates commémoratives telles que le 19 mars pour les regrouper dans un 11-novembre informe, ou les déplacer dans un 5-décembre indigne nuit à la compréhension par les générations futures de ce qui est notre histoire et est une forme d'irrespect total pour les anciens combattants d'Algérie, du Maroc ou de Tunisie.

En faisant cela, le gouvernement de Nicolas Sarkozy donne des gages à son électorat le plus réactionnaire, poursuivant cette poursuite nauséabonde et dangereuse derrière les voix de l'extrême droite. L'offensive de ce camp contre la commémoration du 19 mars n'est pas nouvelle ; elle prend chaque année un peu plus d'ampleur, aidé en cela par une droite sans vergogne au pouvoir depuis désormais trop longtemps. Je veux me ranger résolument aux côtés de la FNACA pour défendre cette date.

Bien sûr, la date n'est jamais qu'un symbole. Mais qui peut contester le poids des symboles dans la construction d'une identité nationale ? C'est aussi le symbole de la façon dont sont traités plus concrètement nos Anciens Combattants : l'allocation de Solidarité est toujours sous le seuil de pauvreté ; l'engagement du Président visant à augmenter l'indice du plafond de la rente mutualiste n'est toujours pas réalisé ; l'obtention de la carte du Combattant pour les soldats envoyés après le 19 mars en Algérie est toujours refusée, et j'en passe... Vous connaissez mieux que moi les revendications de la FNACA, dont certaines ont pourtant été récemment adoptées par le Sénat. Tout n'est donc pas que symbole.

Les 50 ans du « cessez-le-feu d'Algérie » auraient pu être l'occasion pour la Nation toute entière de se souvenir dans la dignité d'une page noire de l'histoire de notre pays. Une fois encore, c'est dans la basse polémique indigne que le camp des revanchards tombe, aidé en cela par la droite gouvernementale. Et 50 ans après la fin de la guerre, ce sont encore ces mêmes soldats qui payent.

Cette reconnaissance aurait pourtant été un bel hommage à votre historique président, Monsieur Wladyslas Marek, décédé en septembre dernier, à qui je rends ici hommage pour son inlassable combat pendant plus de 35 ans pour la défense des droits matériels et pour la dignité des anciens combattants. Je sais que vous continuerez ce combat, sans relâche, encore et toujours. Vous savez que j'y suis à vos côtés. »